

Québec, le 17 septembre 2007

MODIFICATION

Société d'énergie de la Baie James
888, boulevard de Maisonneuve Est, 6^e étage
Montréal (Québec) H2L 5B2

N/Réf. : 3214-10-17

Objet : Projet de centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert

Mesdames,
Messieurs,

La présente modification concerne le certificat d'autorisation délivré le 24 novembre 2006 en vertu de l'article 164 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), à l'égard du projet ci-dessous :

- Construction des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation de la rivière Rupert.

À la suite de votre demande datée du 24 juillet 2007 et reçue le 27 juillet 2007, et après avoir consulté le Comité d'examen, j'autorise, conformément à l'article 122.2 de ladite loi, le titulaire ci-dessus mentionné à réaliser les modifications suivantes :

- L'exploitation des carrières CA-101-05, CA-102-05, CA-104-05, CA-105-05, CA-107-05, CA-112-05 et CA-117-07;
- L'exploitation des sablières DG-306-Nord et DT-412.

Les documents suivants font partie intégrante de la présente modification :

- Lettre de M. Normand Béchar, de la Société d'énergie de la Baie James, à M^{me} Madeleine Paulin, sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, datée du 24 juillet 2007, concernant l'exploitation de neuf nouvelles carrières et sablières, 2 pages;
- SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES. *Évaluation des impacts environnementaux pour l'exploitation des carrières et sablières non-identifiées dans le rapport d'avant projet; rapport 3*, préparé par GENIVAR Société en commandite pour la Société d'énergie de la Baie James, juillet 2007, 19 pages et annexes.

MODIFICATION

- 2 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 17 septembre 2007

En cas de divergence entre ces documents, l'information contenue au document le plus récent prévaudra.

La modification devra être réalisée conformément à cette demande de modification et à ces documents.

En outre, ladite modification de certificat d'autorisation ne dispense pas le titulaire d'obtenir toute autre autorisation requise par toute loi ou tout règlement et, le cas échéant, celles pouvant être requises en vertu du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement.

La sous-ministre,



Madeleine Paulin